

EDITORIAL



Par **Maxime Picard**
Secrétaire fédéral aux relations
avec les syndicats et les associations

Les socialistes face à leurs responsabilités

Un an après le début de la crise économique, et malgré une agitation ininterrompue de notre président, rien n'a changé. Les Français vivent dans l'angoisse, et cette angoisse est légitime. Car s'il fallait faire la preuve de l'incapacité des responsables politiques à peser sur l'ordre des choses, personne n'aurait fait mieux que la joyeuse équipe qui nous dirige. D'un côté, le plan de relance n'a pas eu l'effet escompté, sauf sur le déficit public qui a explosé. De l'autre, chaque ministre s'est cru autorisé à en rajouter sur le champ de la casse sociale : en ce sens, la vraie-fausse privatisation de La Poste est le symbole de l'incapacité de la droite à modifier sa vision face à l'échec du modèle économique en place, et dans lequel elle a depuis toujours fondé tous ses espoirs.

Dans ce contexte, l'échéance électorale qui se profile l'an prochain n'est pas anodine. Nous sommes, nous socialistes, aux commandes des régions. Nous avons eu des résultats, parfois insuffisants, souvent très utiles à nos concitoyens. Pourtant, ces derniers ne saisissent pas ce qu'est l'action d'un conseil régional. Dans ce flou, il faudra faire la preuve que, de là où nous sommes, nous pouvons agir sur le cours des choses, sur les deux sujets qui inquiètent les Français, à savoir la crise économique et social et le démantèlement des services publics.

Bien au-delà de l'enjeu politicien, il s'agit là d'une question fondatrice de notre démocratie. Si l'action publique se réduit à la gestion des services qu'au hasard d'une loi de décentralisation, on lui a confié, alors nous ne servons plus la cause qui nous rassemble. Or, et c'est sur ce point qu'il faut insister, dans cette bataille pour la noblesse de la politique, nous serons seuls.

Pour s'en convaincre, il suffit de lever la tête de notre guidon et d'observer les manœuvres s'opérer autour de nous ; tactiques extravagantes des uns, querelles des autres, hésitations des troisièmes, aucune autre formation politique que la nôtre ne se concentre sur le contenu des politiques à mener. Le plus symptomatique est le cas de la SBFM. D'un côté, le petit facteur du NPA vient 2 fois pour faire des photos, et de l'autre, dans la discrétion, mais avec quelle énergie, l'équipe qui dirige la région s'est mobilisée pour les salariés. Selon vous, quelle méthode a apporté un résultat ?

Curieuse démocratie française : au moment où le parti socialiste est malade et se décrédibilise de divisions en divisions aux yeux des Français, il va lui revenir la responsabilité de porter le message que la démocratie politique est utile et peut apporter un progrès pour chacun.

Les socialistes bretons avec Jean-Yves Le Drian

Invités le jeudi 1^{er} octobre à désigner leur tête de liste pour les élections régionales de 2010, les militants socialistes bretons ont largement renouvelé leur confiance à Jean-Yves Le Drian, seul candidat déclaré, recueillant 96 % des suffrages. Dans le Morbihan, 97,42 % des votants lui ont apporté leur soutien. Cette première étape de la composition de la future liste pour les régionales de mars 2010 amorce la phase de consultation des Bretons, appelée "Breizh Storming", à travers l'organisation de quatre forums, un par département, d'ici décembre.



Résultats pour l'ensemble de la Bretagne

3759 militants ont voté en Bretagne, sur 7622 inscrits, soit un taux de participation de 49,31 %.

3614 voix se sont portées sur Jean-Yves Le Drian (soit 96 %) pour seulement 145 bulletins blancs ou nuls.

Résultats pour la Fédération du Morbihan

659 militants ont voté, sur 1251 inscrits, soit un taux de participation de 52,68 %

642 voix se sont portées sur Jean-Yves Le Drian (97,42 % - meilleur score des 4 fédérations) pour 17 bulletins blancs ou nuls.

En accordant leur soutien à Jean-Yves Le Drian pour être le premier des socialistes aux régionales de 2010, les socialistes bretons ont salué le bilan de la majorité régionale qu'il a conduite depuis bientôt 6 ans. Ils lui renouvellent ainsi leur confiance pour préparer, défendre et poursuivre la mise en oeuvre d'un projet de Gauche pour notre Région, en discussion avec les partenaires.

Pour préparer ce nouveau projet, un "Breizh Storming", une large consultation des Bretons, va être mise en place jusqu'au mois de

décembre dans les quatre Fédérations bretonnes. Le premier de ces forums se déroulera en Ille-et-Vilaine le 17 octobre et portera sur "La Bretagne de la connaissance pour tous" (voir encadré en bas de page et supplément au Rappel). Le Morbihan clôturera cette série de forums le 5 décembre sur "La Bretagne vivante pour tous", au Palais des Arts et des Congrès de Vannes. Un forum de synthèse aura lieu le samedi 30 janvier 2010 à Rennes et permettra de lancer la campagne.

Calendrier des "Forums pour une Bretagne pour tous"

Samedi 14 novembre, dans les Côtes d'Armor

« Pour une Bretagne durable pour tous »

Le cadre de vie, le développement durable, l'environnement

Samedi 28 novembre, dans le Finistère

« Pour une Bretagne dynamique pour tous »

Un nouveau modèle socio-économique

Samedi 5 décembre, dans le Morbihan (Vannes)

« Pour une Bretagne vivante pour tous »

La Bretagne des territoires et des identités

Le forum de synthèse aura lieu le samedi 30 janvier 2010 à Rennes, salle de la Cité.



1^{er} Forum Pour une Bretagne de la connaissance pour tous

**Samedi 17 octobre 2009
Rennes - Salle Le Triangle
9h30 à 16h00**

Enseignement supérieur et recherche - Formation tout au long de la vie - Nouveaux modes d'accès à la connaissance

Programme et inscription : voir le supplément au Rappel du Morbihan de cette semaine

Prix du lait : le cas particulier de la France

En France, le prix du lait est fixé depuis 1997 au niveau national à l'occasion de négociations interprofessionnelles entre les producteurs et les industriels du lait. Ce mode de fixation des prix a été dénoncé à la surprise générale en mai 2008 par la DGCCRF qui a considéré qu'il s'agissait d'une entente portant atteinte au principe de libre concurrence. C'est d'autant plus surprenant que le marché laitier est fortement déséquilibré entre une offre atomisée et une demande industrielle très concentrée.

Cet avis de la DGCCRF a pris effet ce printemps et a eu pour effet immédiat de faire chuter le prix du lait dans des proportions insupportables pour les producteurs (-30% par rapport à la même période de l'an dernier).

Le gouvernement français ne semble pas savoir comment gérer cette crise. En témoigne la valse hésitation des ministres de l'Agriculture. Michel Barnier a pris tardivement la mesure du problème après avoir fait beaucoup de concessions lors du bilan de santé de la PAC en 2008 sous Présidence française. Il a ensuite demandé un gel de l'augmentation de quotas. Mais Bruno Le Maire, dès son arrivée, s'est prononcé en faveur de la fin des quotas en 2015, même si sa position semble évoluer favorablement depuis ces derniers jours.

L'agriculture bretonne en quelques chiffres

34 000 exploitations agricoles dont environ **17 000 exploitations laitières**

80 000 actifs dans le secteur agricole, dont **24 000 salariés** en 2005

Valeur des productions agricoles régionales en 2005 : 7 milliards d'euros, dont **70 %** issus de la production animale

Superficie de la Bretagne : 2,7 millions d'hectares

Surface agricole utilisée : 1,67 millions d'hectares

923 exploitations agrobiologiques sur 35 000 hectares en 2005

Aide à l'installation : 2 millions d'euros de budget en 2007 - En faisant de l'aide à l'installation une priorité, la Région est passée de 125 dossiers d'installation soutenus en 2004 à 433 en 2006

Age moyen de l'installation des jeunes en Bretagne : 29 ans

Formation agricole : plus de 18 000 jeunes suivaient une formation initiale dans les 69 lycées agricoles en 2005-2006. Pourtant, il manquera 600 jeunes par an en Bretagne d'ici 2010 pour satisfaire aux besoins en main d'œuvre en équivalent temps plein dans les exploitations agricoles.

Comprendre la crise du lait La position de la Région Bretagne

Face à la crise profonde que connaît la production laitière en Europe, le Rappel propose cette semaine quelques éclairages sur les causes de cette crise, sur la position de la Région Bretagne, Jean-Yves Le Drian et Odette Herviaux en tête, en faveur de la régulation des marchés.

Pour les Présidents de Région de l'Ouest, la réponse à la crise du lait ne peut être qu'euro-péenne

En septembre, les Régions de l'Ouest (Bretagne, Basse-Normandie et Pays de la Loire) ont abordé, lors d'une conférence de presse commune, la grave crise que connaît le secteur laitier en France et en Europe. Ils ont tenu à rappeler l'importance de la filière laitière dans leur région respective, que ce soit en terme d'emploi, d'installation des jeunes et d'aménagement du territoire. Ils ont rappelé la position commune affichée dès le mois de février 2008 :

- pour le maintien des quotas laitiers réactifs et flexibles,
- pour une politique efficace de régulation des marchés agricoles,
- pour une agriculture durable et diversifiée sur tout le territoire européen.

Soutenir les éleveurs par le biais du FEADER

Le "bilan de santé de la PAC", établi fin 2008, dégage de considérables marges de manœuvre budgétaires pour que la France puisse soutenir ses éleveurs laitiers par le biais du FEADER, le second pilier de la PAC. Les Régions demandent donc au Gouvernement de mettre immédiatement à profit cette opportunité pour sauver des milliers d'exploitations de la faillite et de la disparition. L'attribution de ces aides devra se faire de la manière la plus transparente possible, en y associant les Conseils régionaux.

Régulation publique et gel de l'augmentation des quotas de 1 % par an

Mais bien plus que des aides, c'est d'une véritable politique de régulation publique dont l'agriculture a besoin. Les Présidents de Région s'engagent à agir à Bruxelles, dans la mesure de leurs moyens, aux côtés d'autres régions européennes et de parlementaires européens, afin d'amener le Conseil et la Commission à reconsidérer leur position dogmatique sur la libéralisation des marchés agricoles. Ils demandent en particulier le gel de l'augmentation du quota laitier de 1% par an qui condamne les agriculteurs à être payés en dessous de leur prix de revient.

La crise laitière est emblématique d'une crise agricole généralisée. La volatilité exceptionnelle des prix agricoles de ces dernières années a conduit de nombreux exploitants au bord de la faillite. L'Europe ne joue plus son rôle de régulateur. Pour la Commission européenne, **Mariann Fischer Boel** veut la fin des quotas en 2015 et reste persuadée que son "atterrissage en douceur" (augmentation progressive et inéluctable des quotas jusqu'à leur extinction) est la seule voie possible. Pour elle, seule "l'orientation vers le marché" doit être prise en compte. Elle compte sur un hypothétique relèvement du marché et donc des prix à court terme pour sortir de la crise.

Pour **Jean-Yves Le Drian**, (tribune récente dans *Le Monde* - 21.09.10 - à consulter sur www.ps56.fr), "il nous faut entendre ce cri d'alarme que nous lancent les agriculteurs : la libéralisation dogmatique des marchés tue l'agriculture. (...) Cette obsession de l'alignement sur le marché nous conduit droit dans le mur. Elle constitue une régression historique face aux efforts qui ont été déployés pendant des siècles



pour affranchir l'approvisionnement alimentaire des variations du marché, très brutales dans le domaine agricole soumis aux aléas climatiques et sanitaires en plus de la spéculation. Elle propose de revenir, sans garantie de résultat, à la gestion des crises a posteriori qui risque de coûter bien plus cher qu'une régulation intelligente des marchés a priori. (...) Les quotas laitiers ne sont pas parfaits sous leur forme actuelle, mais il vaudrait mieux tenter de les améliorer plutôt que de les supprimer. (...)

L'Europe dispose de tous les atouts pour montrer la voie à suivre : celle de la régulation publique au service d'une ambition politique et stratégique. A condition qu'elle veuille bien entendre le signal d'alarme des producteurs de lait."

Que s'est-il passé à Bruxelles jusqu'ici ?

17 mars 2008 : le Conseil agriculture vote une augmentation de 2% des quotas laitiers pour 2008. L'Allemagne et l'Autriche votent contre. La France ne fait que s'abstenir.

15 juillet 2008 : dans le cadre du débat sur le "Bilan de santé de la PAC", la Commission ouvre une discussion au Conseil agriculture sur le principe de la suppression des quotas en 2015. L'Allemagne et l'Autriche se prononcent contre, mais pas la France, alors que la Présidence française vient juste de commencer. C'était pourtant à ce moment-là qu'il fallait réagir car, désormais, Mariann Fischer Boel tient pour acquis qu'il n'y a pas d'opposition significative à la disparition des quotas.

20 novembre 2008 : La France commence à se réveiller sur le problème laitier, mais elle est dans une situation inconfortable : en tant que Président en exercice du Conseil agriculture, Michel Barnier ne peut se permettre d'endosser la responsabilité d'un échec des négociations sur le Bilan de santé. Or, le texte prévoit entre autres une augmentation des quotas pour préparer "l'atterrissage en douceur". L'Allemagne prend ses responsabilités et menace de bloquer l'ensemble du compromis. Une augmentation de 1% par an des quotas laitiers pour les 5 prochaines années est finalement décidée, et l'Allemagne arrache une clause de revoyure en 2010 et 2012 sur les quotas. Barnier s'en attribuera le mérite.

20 mars 2009 : La situation devient catastrophique pour la plupart des producteurs laitiers en Europe. L'Allemagne et l'Autriche lancent une initiative conjointe avec la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque. Elles publient un mémorandum demandant une mobilisation des outils de régulation de marché, une gestion flexible des quotas et un soutien à l'industrie laitière. La France est une fois de plus absente de cette initiative.

25 mai 2009 : La France prend enfin les choses en main. Avec l'Allemagne et l'Autriche elle demande une intensification des efforts en faveur du secteur laitier. Une majorité de 17 Etats membres soutient cette initiative (Espagne, Italie, Pologne, Roumanie, Grèce, Portugal, Belgique, Irlande, Hongrie, Slovaquie, Lituanie, Lettonie, Luxembourg, Chypre). La Commission consent à quelques concessions mais refuse de rouvrir le dossier des quotas. Elle n'est activement soutenue que par le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Forte mobilisation morbihannaise pour la votation citoyenne sur La Poste

La votation citoyenne organisée dans toute la France sur le statut de La Poste a enregistré une participation très significative. Le Comité national annonçait lundi 5 octobre 2 123 000 votants, 90 % s'étant exprimés contre le projet de changement de statut et la transformation de l'établissement public en société anonyme. Dans le Morbihan, près de 80 lieux de vote ont été recensés et la participation a été forte. Les chiffres communiqués par le collectif morbihannais sont les suivants : 23 855 votants, 23 422 Non, 408 Oui et 125 Blancs ou nuls.

La Poste : les Français doivent être entendus

Dans son communiqué de presse, le Bureau national du Parti socialiste s'est réjoui "de l'ampleur de la mobilisation citoyenne pour sauvegarder le service public postal (...) Les Français ont montré leur attachement à La Poste, symbole fort du service public, garant des valeurs d'égalité et de solidarité."

Le projet du gouvernement ne porte aucune perspective de développement de l'entreprise. Il ne répond en rien aux besoins de la population, ni aux besoins financiers nécessaires à un établissement public ambitieux. Rien ne justifie ce changement de statut, ni les directives européennes, ni les règlements. En choisissant de transformer la Poste en société anonyme, ouvrant la voie à une privatisation rampante, la Droite

fait un choix idéologique, le même que pour France Telecom transformé en SA en 1996 (Juppé), et pour Gaz de France en 2007. A l'époque, Nicolas Sarkozy avait pourtant assuré que GDF resterait public. Devant son manque de crédibilité sur le sujet, nous ne pouvons donc être que très réservés sur le projet gouvernemental.

Le Parti socialiste souhaite renforcer le service public postal en approfondissant sa nécessaire modernisation, pour le rendre encore plus efficace. La rentabilité financière ne peut être l'unique critère de réforme.

Face à cet enjeu industriel, économique et social, les Français doivent être consultés. Le Parti socialiste demande donc au gouvernement d'organiser un référendum

sur le sujet. Les parlementaires socialistes vont donc déposer un projet de loi sur le sujet qui sera examiné à l'Assemblée Nationale le 15 octobre prochain.



Le gouvernement ne peut ignorer l'expression de 2 123 000 Français, de l'ensemble des syndicats, des forces politiques de progrès, de la mobilisation de milliers d'élus de toutes sensibilités. (...)"

La forte mobilisation des Français autour de cette votation citoyenne suscite en outre un débat sur les nouvelles formes de mobilisation et d'opposition à la politique du gouvernement et sur la valeur, ne serait-ce que symbolique, qu'il convient de lui attribuer... La discussion ne fait que commencer.

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Le RSA pour les jeunes

Alors que les jeunes actifs subissent de plein fouet la crise et connaissent au quotidien précarité de l'emploi et périodes récurrentes de chômage, Nicolas Sarkozy leur propose d'étendre le RSA "chapeau", versé actuellement aux travailleurs pauvres, aux travailleurs de moins de 25 ans.

En effet, avec un taux de chômage de 23,9 % à la fin du deuxième trimestre, cette classe d'âge est de loin la plus frappée par la crise en France. Cela s'explique par l'allongement de la durée des études et de par la forte précarité qu'ils subissent sur le marché du travail. Aussi leur niveau de vie augmente aujourd'hui moins vite que celui du reste de la population.

Jusqu'ici, totalement exclus du dispositif du revenu de solidarité actif - RSA, les 18-25 ans vont pouvoir en bénéficier ; mais pour cela, ils devront avoir travaillé deux ans à temps complet, ou une durée équivalente, au cours des trois dernières années. En réalité, seule une faible minorité des jeunes Français seront en mesure de le percevoir. Plus de 20% des 18-24 ans vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, mais seulement 2% des jeunes pourront toucher ce revenu. Le

nombre de jeunes concernés est évalué à 160 000, sur les 8,1 millions de jeunes français.

Ce dispositif apparaît alors comme un leurre. Ce choix va laisser de côté les jeunes les plus en difficultés. Il ne prévoit rien pour ceux en rupture de formation ou en insertion sociale.

Le plan jeune du président de la République est décevant car doté

de moins de 500 millions d'euros, il est insuffisant face aux besoins pour l'entrée dans la vie active des 16-25 ans et ne répond pas aux besoins réels de toute la jeunesse d'aujourd'hui. Ce dispositif manque d'une réelle ambition : réussir l'insertion professionnelle de tous les jeunes.

Fanny F

Taux de chômage par tranche d'âge (%)	1 ^{er} trimestre de l'année 2008	4 ^e trimestre de l'année 2008	1 ^{er} trimestre de l'année 2009 (prev.)	Evolution sur 1 mois en %	Evolution sur 1 an en %
Ensemble	7,2	7,6	8,7	14,5	20,8
Moins de 25 ans	17,6	20,3	22,7	11,8	29
25 à 49 ans	6,6	6,8	7,7	13,2	16,7
50 ans et plus	4,8	5,0	5,8	16	20,38

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Samedi 10 octobre - Lorient
Séminaire de la majorité municipale

Lundi 12 octobre - Pontivy
Comité régional de campagne

Jeudi 15 octobre - Lorient
Réunion "politique commune des pêches"

Vendredi 16 octobre - Bignan / Lorient
Concours avec la CFDT du Morbihan
Conseil de Cap L'Orient agglomération

Samedi 17 octobre - Rennes
Forum "Une Bretagne pour tous"

Lundi 19 octobre - Pontivy
Comité régional de campagne

Congrès des Maires

Congrès des Maires du Morbihan
Samedi 17 octobre 2009
à Plumelec

Congrès des Maires de France
17-18-19 novembre 2009
Porte de Versailles - Paris

Les pouvoirs de vote des Maires qui ne peuvent pas participer au Congrès national doivent impérativement être adressés à l'Association des Maires de France 41 quai Orsay - 75007 Paris

Décès de Lucien Le Gac



Une figure de la vie ploërdutaise vient de disparaître, Lucien Le Gac s'est éteint à l'âge de 83 ans.

Il voit le jour, à Ploërdut le 3 juin 1926 et, naturellement, suit une scolarisation à l'école communale. Homme de grande capacité et de dévouement, il a su relever tous les défis. Il remplit les fonctions de secrétaire de mairie de janvier 1942 à août 1944, puis il rejoint le maquis et va combattre sur les secteurs de Pluméliau, Bubry, Ploërdut, Lorient avant de passer neuf ans dans l'armée puis la police.

En 1953, Lucien rentre au pays, retrouvant son poste à la mairie qu'il conservera jusqu'au 1^{er} octobre 1984. Élu en mars 1989, il assurera un poste d'adjoint durant la mandature. Toujours beaucoup impliqué dans les activités associatives, il fut tour à tour secrétaire du comité des fêtes, de l'USP dont il fut un footballeur bien connu, à 47 ans il jouait encore. Pompier volontaire près de trente années, il quitte le corps avec le grade de sergent, atteint par la limite d'âge. Militant PS depuis de très nombreuses années, il était fier d'être socialiste et fier d'avoir servi ses concitoyens.

Merci Lucien.

Jean-Luc Guilloux, pour la section de Guémené sur Scorff

De Charybde en Scylla...

La situation financière de la maison France n'était déjà pas très vaillante avant la crise financière, mais ce n'est rien en comparaison du budget 2010 dont on connaît déjà les contours. Quand on compare la situation financière actuelle avec celle des années 1997/2002 avec Lionel Jospin comme Premier ministre, on peut à juste titre s'interroger sur les capacités de la Droite à gérer notre pays. Et pourtant les Français, dans leur grande sagesse ou dans un curieux manque de lucidité, ont choisi par deux fois de leur confier les clés de la maison avec pour conséquences la situation catastrophique de notre économie.

Certes le gouvernement et son chef multiplient les actions dans le but de redresser la barre, mais les résultats obtenus ne font qu'aggraver un peu plus la situation. Nous avons un problème d'emplois, le gouvernement supprime des postes dans la fonction publique. Nous avons un problème de pouvoir d'achat, principalement chez les salariés, le gouvernement n'incite en aucune façon les entreprises à augmenter les salaires, à commencer par ses propres salariés. Nous avons un problème de trou à la Sécurité Sociale du fait d'un trop grand chômage dans notre pays, le gouvernement n'a de cesse de s'attaquer aux assurés sociaux en augmentant la participation personnelle de chacun. Certes il sait se montrer généreux envers certaines classes sociales méritantes dont le premier réflexe est de déposer les sommes ainsi économisées dans des paradis fiscaux dont on nous serine régulièrement la fin. Dernier cadeau en date, la baisse de la TVA chez les restaurateurs, aura eu l'impact que tout le monde connaît, à savoir la faible baisse des prix et le peu d'embauche constaté malgré toutes les belles promesses. La future suppression de la taxe professionnelle va dans le même sens en transférant son montant aux contribuables et en compliquant un peu plus la réduction du déficit du pays.

Nous ne pourrons pas continuellement nous enfoncer dans le déficit et laisser filer la dette sans retenue. Face à cette situation il n'y a que trois solutions pour essayer de sortir de la crise. Le dépôt de bilan comme toute bonne entreprise qui se respecte, l'inflation ou l'impôt. La première n'étant pas réaliste quand il s'agit d'un Etat, la seconde qui à ses partisans, y compris dans les proches de Nicolas Sarkozy, et enfin la dernière, sans doute la plus réaliste mais dont notre Président ne veut pas entendre parler pour cause de promesses électorales. Quelle est des trois solutions celle que vous pensez la plus crédible ? Aussi préparez vous à un tour de vis fiscal d'importance avec des coups de rabots sur les retraites, la Sécurité Sociale, les niches fiscales et de sérieuses augmentations sur la CSG et la TVA et sans doute la suppression du si décrié bouclier fiscal. Du sang et des larmes voici ce qui nous attend. Merci M. Sarkozy.

Le Cormoran

Questionnaire sur la rénovation Un majorité de Oui aux propositions

La consultation sur la rénovation interne au PS du 1^{er} octobre a suscité l'intérêt des militants, puisqu'au niveau national on annonce un chiffre supérieur à 90 000 votants. Toutes les questions posées ont reçu l'approbation des militants. La convention nationale du samedi 10 octobre doit désormais entériner définitivement ces résultats. Dans le Morbihan, 659 militants ont participé au vote, répondant majoritairement par l'affirmative à l'ensemble des questions. Voici le détail des résultats morbihannais, question par question. Les propositions complémentaires (près d'une centaine) formulées dans l'encadré à la fin du questionnaire seront transmises au National.

1. LES PRIMAIRES OUVERTES

Question 1-1 :

Êtes-vous favorable à la désignation du candidat(e) des socialistes par des primaires ouvertes aux citoyens qui souhaitent le changement en 2012 et veulent participer à la victoire de la gauche ?

Blancs/Nuls : 9 - Oui : 467 - Non : 130 - Abstention : 53

Question 1-2 :

Donnez-vous mandat au Bureau National pour organiser ensemble avec les formations de gauche qui le souhaitent de telles primaires dans le cadre d'un rassemblement politique et sur la base d'une plate-forme commune ?

Blancs/Nuls : 8 - Oui : 454 - Non : 136 - Abstention : 61

2. LE NON-CUMUL DES MANDATS

Question 2-1 :

Êtes-vous favorable, comme étape vers le mandat parlementaire unique, à l'impossibilité de cumuler, sans attendre le vote d'une loi, dès les prochains renouvellements (cantonales 2011, Sénatoriales 2011, législatives 2012) un mandat de parlementaire avec une présidence d'exécutif local (Communes, Intercommunalité, CG, CR) ou la participation à un exécutif (Vice-Pdt, Maire adjoint) ?

Blancs/Nuls : 4 - Oui : 526 - Non : 84 - Abstention : 45

Question 2-2 :

Êtes-vous favorable à limiter à trois les mandats successifs des présidents d'exécutifs locaux (Maires, Présidents de Conseil Général, de Conseil Régional, et d'Intercommunalité) ?

Blancs/Nuls : 10 - Oui : 525 - Non : 83 - Abstention : 41

3. LA PARITÉ, LES DIVERSITÉS, LES OUTREMERS ET LE RENOUELEMENT GÉNÉRATIONNEL

Question 3-1 :

Êtes-vous favorable à l'instauration de la parité totale dans toutes les instances du Parti (locales et nationales) ?

Blancs/Nuls : 3 - Oui : 466 - Non : 100 - Abstention : 90

Question 3-2 :

Êtes-vous favorable à l'instauration de la parité dans les candidatures pour les élections législatives de 2012 ?

Blancs/Nuls : 3 - Oui : 490 - Non : 91 - Abstention : 75

Question 3-3 :

Donnez-vous mandat au Bureau National pour fixer, pour chaque élection, des objectifs de renouvellement contribuant à une meilleure représentation des diversités de la société française, et pour cela, en réservant si nécessaire, des circonscriptions électorales ?

Blancs/Nuls : 4 - Oui : 398 - Non : 149 - Abstention : 108

4. POUR UNE DÉMOCRATIE INTERNE ABOUTIE

Question 4-1 :

Donnez-vous mandat au Bureau National pour proposer dans la réforme de nos statuts des règles nouvelles permettant d'ouvrir largement notre parti aux hommes et aux femmes de gauche en réduisant les obstacles à leur adhésion (adhésion directe, adhésion à des sections thématiques, montant des cotisations, modalité d'accueil, adhésion sur Internet...)?

Blancs/Nuls : 8 - Oui : 507 - Non : 78 - Abstention : 66

Question 4-2 :

Donnez-vous mandat au Bureau National pour proposer dans la réforme de nos statuts, des règles de démocratie interne permettant d'améliorer l'efficacité de nos Congrès et de choisir nos dirigeants en cohérence avec nos orientations politiques ?

Blancs/Nuls : 11 - Oui : 506 - Non : 77 - Abstention : 65

5. POUR DES RÈGLES D'ÉTHIQUE

Question 5.1 :

Êtes-vous favorable à la création dans notre parti d'une autorité indépendante et incontestée, chargée de faire respecter les règles d'éthique et de droit s'imposant à tous les adhérents du Parti socialiste, disposant des moyens de les faire respecter et tranchant en dernier ressort toute question en rapport avec la violation de nos règles communes ?

Blancs/Nuls : 10 - Oui : 555 - Non : 30 - Abstention : 64

Question 5.2 :

Approuvez-vous la mise en oeuvre dans les scrutins internes de notre parti, de nouveaux mécanismes, inspirés des règles et des moyens de la République, garantissant la sincérité et la fiabilité de nos votes ?

Blancs/Nuls : 11 - Oui : 587 - Non : 15 - Abstention : 46

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel

du Morbihan

Propriété de la Fédération
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur
en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition :
77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701
Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr